

Fédération

Section de Loire-Atlantique

Syndicale

Abonnement annuel 2 euros

Unitaire

FSU 8 pl. de la Gare de l'État, case postale n°8, 44276-Nantes CEDEX 2 - tel : 02 40 35 96 55 - fax : 02 40 35 96 56

Site internet : <https://fsu44.fsu.fr> - e mail : fsu44@fsu.fr

Solidarité avec le peuple palestinien, pour la fin de la guerre

Alors que l'État israélien n'en finit pas de mener sa guerre d'écrasement systématique de Gaza, nul ne peut plus s'abuser sur sa volonté d'effacer progressivement la Palestine et les Palestinien·nes de la totalité des territoires où ils vivent encore. Selon l'Unicef, dans le "cimetière à ciel ouvert" qu'est Gaza, 53 655 personnes ont été tuées, dont 15 613 enfants, sans compter les morts enfouis sous les décombres. Une étude d'Oxfam révèle que plus de femmes et d'enfants ont été tués par l'armée israélienne en un an de guerre à Gaza que durant la période équivalente de n'importe quel autre conflit survenu ces vingt dernières années. Et comme lors du week-end du 18 mai, à chaque nouvelle opération l'horreur

s'accentue.

Face à ce génocide en cours, de nombreuses voix internationales ou nationales commencent – enfin – à s'élever ; des mesures coercitives contre Israël s'organisent. La tiédeur ou l'ambiguïté – telles celles du gouvernement français – ne sauraient être de mise : il faut condamner cette guerre coloniale, voulue et menée par un gouvernement d'extrême droite dont le premier ministre est doublement poursuivi par la justice de son pays pour corruption et fraude, et par la cour pénale internationale pour crimes de guerre et crime contre l'humanité. En France, Emmanuel Macron oscille entre ambiguïtés diplomatiques et effets de manche, incapable de formuler une condamnation claire des massacres en cours. À ce rythme, il risque de ne plus rester de Palestine à défendre quand il se décidera à le faire.

Depuis le 7 octobre 2023, et après avoir condamné les crimes de guerre commis par le Hamas lors de l'attaque contre la population civile israélienne – massacres, tortures, prises d'otages –, la FSU, localement comme nationalement, s'est clairement positionnée contre les représailles massives, les violations du droit international commises par le gouvernement israélien et le caractère indis-

Dispensé de timbrage

déposé le 5 juin 2025

POUR 44

8 pl de la Gare de l'État
case postale n°8
44276-Nantes CEDEX 2

Nantes ROLLIN

P4 PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

SOMMAIRE

- p 1-2 Édito
- p 2 SCAS-toi !
- p 3 La santé mentale : « grande cause nationale ? »
- p 4 Expulsion d'élèves
- p 4 Stage femmes
- p 4 Lutter contre l'extrême droite

cutablement génocidaire de son action politique et militaire à Gaza.

Il est plus que jamais nécessaire de se mobiliser pour sauver ce qui reste de la Palestine, pour soutenir les Israélien·nes qui aspirent à la paix, sont attachés aux droits humains et s'opposent à leur gouvernement d'extrême-droite, et pour obtenir enfin la reconnaissance de deux États. Nous appelons à participer massivement aux initiatives en faveur de la paix et du droit international au Proche-Orient.

La France, quant à elle, n'échappe pas non plus à l'emprise de l'extrême-droite dictant désormais les orientations du débat politique un peu partout dans le monde. Les hésitations des

politiques, dont principalement Bruno Retailleau, à dénoncer l'assassinat islamophobe d'un jeune musulman à La Grand-Combe, ou l'annonce de la création d'un centre disciplinaire à encadrement militaire en Guyane (comme un air de baigne), illustrent cette stratégie : ménager l'électorat du RN.

Sur le terrain économique : François Bayrou, bien qu'affaibli politiquement et empêtré dans les affaires de Bétharram, annonce 40 milliards d'euros d'économies dans le budget 2025, principalement sur le dos des services publics et des agent·es de la fonction publique. De son côté, Amélie de Montchalin évoque la suppression ou la fusion d'un tiers des agences et opérateurs publics, ce qui entraînerait un vaste plan social touchant plusieurs milliers de salarié·es.

Face à ces politiques qui détruisent, avec le service public, les solidarités sociales dont se nourrit notre vision syndicale du monde à bâtir, notre camp doit urgemment penser la construction d'alternatives – politiques, sociales, écologiques, économiques. Or les mobilisations récentes, tant sectorielles qu'interprofessionnelles, n'ont pas rencontré le succès escompté et ce, même si elles

étaient inscrites dans un calendrier d'actions articulé autour du 1er mai réussi partout en France. C'est pourquoi il nous faut réfléchir collectivement à la construction des luttes, de l'efficacité desquelles dépend l'élaboration d'un rapport de force à même de faire reculer les projets gouvernementaux.

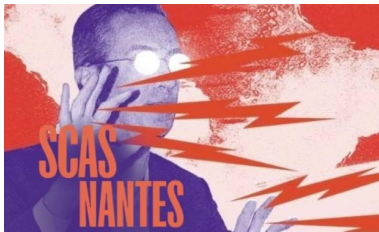
Dès maintenant, dans les services, les écoles, les établissements, il faut réfléchir avec les travailleur·euses, dans des cadres unitaires, à des mobilisations inscrites dans la durée : grèves, rassemblements, interpellations d'élus·es, audiences...

À l'heure où l'alternative politique semble à l'arrêt, notre responsabilité est de contribuer à faire entendre la voix du syndicalisme de lutte et de transformation sociale dans le débat politique, à la fois pour empêcher l'extrême-droite d'accéder au pouvoir et pour revendiquer une alternative politique et culturelle au libéralisme autoritaire.

Cela passe par la combinaison de différentes formes d'actions.

Bernard VALIN et Céline PELLA

SCAS-toi !



Bolloré ? Vous le connaissez, entre autres grâce à la campagne “*Désarmer Bolloré*”. **Pierre-Édouard Stérin ?** Probablement moins. Et pour cause, celui

qui se dit libertarien est un milliardaire catholique réactionnaire, exilé fiscal en Belgique depuis 2012 - contribuer au service public et aux acquis sociaux lui est insupportable. Il milite pour le désengagement de l'État, investit en restant bien plus discret que Bollo et sa sauce.

Sa fortune, il l'a faite avec la vente de ses Smartbox. Aujourd'hui, il manœuvre en sous-main pour alimenter son plan **PERICLES** : *Patriotes / Enracinés / Résistants / Identitaires / Chrétiens / Libéraux / Européens / Souverainistes*. Un projet révélé en juillet 2024 par *L'Humanité*, directement inspiré de Viktor Orban, et qui doit notamment faire “gagner 300 villes au RN” dès 2026.

La galaxie Stérin vise à prendre le contrôle de pans entiers de la société pour diffuser ses idées, à tous les niveaux : dans le champ culturel, le patrimoine, la famille, l'éducation - avec des écoles hors contrat. C'est l'une des tentacules de cette nébuleuse — un fonds de dotation dans lequel sont placés 150 millions d'euros qui est censé financer des « causes pour le bien commun ». Le terme « bien commun » est directement issu de la doctrine sociale de l'Église quand la gauche parle elle d'intérêt général.

C'est dans ce cadre qu'est annoncée pour le 5 juin à Nantes, une Nuit du Bien Commun. Un événement qui aura lieu dans une vingtaine d'autres villes cette année. Sous des airs innocents, ce gala de charité, qui doit se tenir à la cité des congrès, a pour but de lever des fonds par l'entremise de généreux donateurs. Ces dons qui sont défiscalisés permettent de financer autant des associations très conservatrices (anti-IVG ou soutiens directs de l'extrême droite) que des projets très consensuels.

C'est pour organiser la résistance contre cette soirée et contrer l'offensive menée par les milliardaires d'extrême droite qu'une assemblée de citoyen·nes, d'associations, de syndicats (dont la FSU44) et de collectifs a décidé la création d'une Section Carrément Anti-Stérin nantaise (SCAS) avec l'idée de constituer un front uni et antifasciste large à Nantes capable d'apporter une réponse coordonnée et une opposition aux idées d'extrême droite.

- Une pétition a été lancée le 5 mai et a déjà recueilli plus de 3252 signatures (<https://link.infini.fr/scasnantes>).
- Le 31 mai aux ateliers de Bitché : Un forum des collectifs et associations nantaises s'est tenu avec l'objectif de créer du lien et aussi de visibiliser les difficultés financières notamment liées aux coupes budgétaires de Christelle Moranaïs, elle-même membre des NdBC. La journée s'est finie par une soirée festive.
- Le 5 juin dans la rue pour que la nuit du Bien Commun n'ait pas lieu !

Gaël VOISIN

La santé mentale « grande cause nationale 2025 » ?

Vous y avez cru ?

Non, bien sûr. Ce n'est qu'une opération de com' ! Une occasion manquée, sans moyens supplémentaires sur le terrain, qui passe à côté des enjeux, pourtant essentiels aujourd'hui. *En quelques lignes, on vous dit pourquoi.*

Des assises de la santé scolaire se sont tenues le 14 mai 2025 à Paris. Sous couvert d'une « meilleure coordination entre les personnels ressources » et pour une « prise en charge du mal-être et des difficultés scolaires ou relationnelles des élèves qui s'aggravent », les conclusions (dans 12 mesures) proposent une redéfinition du rôle des acteurs et actrices du monde de la santé de l'Ecole ! C'est une logique de rationalisation qui se profile : dilution des missions dans des pôles interprofessionnels, pilotage flou, gouvernance administrative...

Propositions des assises	Nos analyses
S'attaquer à une préoccupation sérieuse pour les enfants et les adolescent·es : leur santé mentale.	Sans diagnostic partagé, sans prise en compte des besoins exprimés par les personnels (malgré les contributions de la FSU) et sans moyens (face aux élèves).
La Ministre Borne indique une priorité donnée au 1 ^{er} degré, avec une volonté de détection dès le plus jeune âge.	A moyens constants : on déshabille Pierre pour rhabiller Paul ! Et au risque de stigmatiser un enfant, en plein développement ... Au regard des besoins à tous les niveaux, il n'est pas question de prioriser la santé des élèves, ou d'alourdir la charge de travail des personnels.
Souhait (apparent) de ne pas culpabiliser les familles ni les enfants.	Mais en réponse une proposition ministérielle de déploiement des compétences psychosociales (qui ne sont en rien garantes de la réussite des élèves).
Former les personnels et systématiser les protocoles dédiés à la santé mentale.	Former est nécessaire, mais en fonction des besoins du terrain ; et auparavant il faut remplir tous les postes vacants, réduire la charge de travail qui ne cesse d'augmenter (y compris avec les injonctions), résoudre le manque d'attractivité, ... et donc recruter en nombre des personnels titulaires, qualifiés et correctement rémunérés. Les équipes pluri-professionnelles des établissements sont exsangues. Or la prise en charge nécessite un regard global de professionnel·les, une écoute (parfois sur un temps long), ... et pas une batterie de tests sans suivi.
Nommer 100 psychologues de l'EN comme Conseillère Technique en santé mentale (un·e par département), qui pourraient appliquer une nouvelle répartition des rôles, redéfinis localement.	C'est une réforme « à moyens constants » a-t-on répété aux OS, donc ces postes seraient prélevés sur le terrain. Il ne s'agit pourtant pas d'un problème de gouvernance mais de moyens ! Et les missions des personnels doivent rester définies nationalement, et non à géométrie variable selon les décisions des DASEN.
Faire appel aux maisons des adolescent·es (MDA) et créer des coupe-files pour les CMP.	On annonce des moyens pour 2026 mais sans assurance que le projet de loi de finance 2026 le permette. Des coupe-files pour les CMP avec des listes d'attentes de plusieurs mois et déjà pas assez de personnels !

Bien évidemment, il faut changer de cap en prenant enfin la mesure des enjeux ; les enfants et les adolescents ont besoin d'être écouté·es, entendu·es, accompagné·es ... avec un point de vue neutre. Pour cela, il faut des moyens humains et reconnaître les qualifications des personnels qui en sont chargés (assistant·es de service social, infirmier·es, PsyEN). Actuellement, seulement 7 800 infirmières, 2 700 assistant·es et conseiller·es techniques de service social, 7 000 psychologues de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur tentent de répondre aux besoins des 15 millions d'élèves et étudiant·es. Les effectifs à prendre en charge sont démesurés au regard de l'exigence d'un travail de qualité. Dans un contexte de pénurie structurelle de moyens et d'accroissement des tâches qui pèsent sur les professions, parler d'optimisation des ressources relève de maltraitance institutionnelle inacceptable, voire de mépris à l'égard de professionnel·les déjà très sollicité·es et exerçant dans des conditions très dégradées. Il faut stopper cette maltraitance, des élèves comme des personnels. Stopper cette communication politique alors que tous les signaux sont au rouge (l'actualité dans notre département nous l'a d'ailleurs bien montré).

Il faut se mobiliser d'urgence, en intersyndicale (SNUAS-FP, SNICS, SNES, FSU-SNUipp) : **RDV le 10 juin 2025 à Paris.**

Céline PELLA, avec Françoise MÉNARD, Cécile GUILLET et Delphine BIENBOIRE

Non aux expulsions d'élèves et de leurs familles

Pendant les vacances scolaires de printemps, deux familles de la métropole nantaise, originaires de Géorgie, ont été expulsées depuis Rennes, avec d'autres, habitant en Bretagne, sans passer par un centre de rétention. Pour l'une d'elles, les enfants ont été séparés de leur père. Elles avaient trouvé refuge en France où leurs enfants ont pu s'épanouir au sein de deux collèges et ont tissé des liens forts avec leurs camarades et enseignant.es.



Le principal de l'un des établissements et une des élèves concernées de l'autre ont pu, heureusement, avertir les parents d'élèves pour l'un, une de ses enseignant.es pour l'autre. En accord avec la LDH et l'équipe pédagogique du premier collège, la FSU y a organisé, le mardi de la rentrée, un rassemblement qui a compté près de 200 personnes : élèves, enseignant.es, parents, élues et « simples » citoyen·nes. La sidération a donc laissé la place à la colère face à la méthode, digne

des années Pasqua.

Rapidement, une réponse plus large a été décidée par un collectif composé d'une intersyndicale, de la FCPE et des associations de défense des droits humains : d'abord, proposer une pétition (voir *QR code* ci-contre pour la signer) portée au préfet lors d'une rencontre avec des élu·es, soutenu·es par un rassemblement le mardi 27 mai ; réactiver ensuite le parrainage/marrainage par des élu·es et des familles pour les personnes menacées d'expulsion ; relancer enfin, à plus long terme, le Réseau Éducation Sans Frontière (RESF) dans le département pour alerter la population et prévenir de nouvelles tentatives de la préfecture, qui applique les ordres zélés des circulaires Retailleau et de la loi immigration qui mènent à ce genre d'injustices.

Michel DECHA

Stage femmes 2025

Pour la cinquième année consécutive, l'intersyndicale femmes (CGT, FSU, Solidaires) organise un stage féministe. Il porte sur « **la construction des masculinismes au travail et ailleurs : mieux les connaître pour mieux les combattre** ».

Le Haut Conseil pour l'Égalité souligne la force de l'expression actuelle des réflexes masculinistes, notamment chez les jeunes hommes. On note par ailleurs une réaffirmation de la domination masculine parmi les dirigeants des grandes puissances.

Le masculinisme se définit comme une idéologie qui considère que l'homme est menacé et qui vise à réaffirmer sa place centrale dans la société.

Les féministes, quant à elles, sont victimes d'intimidation et de cyberharcèlement. La question du masculinisme, et même des masculinismes, doit être placée au cœur de nos luttes féministes. Nos réflexions se nourriront de l'intervention d'une chercheuse (*nom à venir*) et d'apports variés sur le problème des masculinismes au travail.

Nous nous retrouverons le **jeudi 16 octobre 2025 dans la salle Nantes Nord** dès 8h30 pour l'accueil. Le stage démarrera à 9h00 et se terminera à 16h30. Il est possible de déjeuner sur place moyennant une participation. L'annonce et le modèle de demande d'autorisation d'absence seront envoyés par mail avant les vacances d'été.

Amélie DE SCHEPPER

Lutter contre l'extrême droite

Des sections VISA ont été créées ces derniers jours dans le Maine-et-Loire et en Vendée. Cela montre la nécessité de lutter localement contre les idées d'extrême-droite et la volonté des sections départementales FSU de s'investir dans VISA.

En Loire-Atlantique, VISA 44, composé de CGT, FSU, SAF et Solidaires, propose une nouvelle formation à destination des militant·es des syndicats de la FSU les 2 et 3 octobre 2025, à la maison des syndicats à Nantes. L'objectif de cette formation est de proposer aux militant·es, pour lutter contre le racisme sur les lieux de travail, de connaître quelques réponses juridiques face à des actes racistes ... La FSU aura 5 ou 6 places pour cette formation.

VISA 44 a aussi écrit un courrier à la maire de Nantes lui demandant de surseoir à la location de la cité des congrès pour la nuit du bien commun organisée entre autres par P-E Stérin (cf article p. 2).

En parallèle de VISA 44, un stage intersyndical FSU-Solidaires — la CGT doit confirmer sa présence — sur l'extrême droite sera organisé le lundi 17 novembre à Nantes en présence de Ugo Palheta, sociologue et coordinateur, entre autres, de l'ouvrage collectif *Extrême droite : la résistible ascension* paru aux éditions Amsterdam. Nous aurons plus d'une cinquantaine de places à ce stage. Les modalités d'inscription seront sur le site fédéral dès réception de toutes les informations.

Bernard VALIN